

Un autre projet de santé est possible

Oui une autre politique de santé et de protection sociale est possible. Les gouvernements changent mais les recompositions de l'offre de soins, engagées depuis plusieurs années n'ont fait que fragiliser les réponses aux besoins de soins dans une Seine-et-Marne en pleine croissance démographique.

Le PLFSS 2018 ne porte aucune ambition de politique de changement, bien au contraire. Le Parti communiste Français déplore ce budget d'austérité, qui sans surprise s'inscrit en toute continuité avec la logique comptable prévalant ces 15 dernières années. Il déplore l'abandon du principe de financement de la Sécurité Sociale par cotisations au profit de la CSG (impôt), qui tourne le dos à la gestion directe par les assurés sociaux eux-mêmes, conformément aux principes retenues en 1945.

La ministre de la santé nous invite à réfléchir à de nouvelles organisations. Le précédent projet régional de santé 2012 - 2017 ne répondait pas aux besoins. Le Parti communiste Français a déjà fait une série de propositions lors des assises régionales départementales et locales de la santé en 2011.

La Seine-et-Marne manque de plus en plus de généralistes mais aussi de spécialistes (*lire l'article du Parisien du 5 janvier 2018*).

Le constat est alarmant et s'aggrave avec la mise en place des groupements hospitaliers accompagnant la fermeture d'hôpitaux, de cliniques, de maternité. Nous condamnons ces décisions qui placent l'argent avant la santé des citoyens, mettent en concurrence les territoires et participent à la casse de notre protection sociale.

La protection sociale a son avenir en jeu. Les Français sont attachés à cette protection solidaire.

Les caractéristiques de notre département et les clignotants orange qui se multiplient doivent nous inciter à agir. La Seine-et-Marne se classe à la 97^{ème} place sur 101 départements outre-mer compris.

Nous continuerons à nous opposer à la dégradation globale de l'offre de soins publique alors que dans le même temps se prépare dans le plus grand secret le plan régional santé 2018-2022.

Nous refusons de faire les frais des coupes budgétaires de la loi de financement de la sécurité sociale sur l'hôpital public (moins 1,4 milliards d'euros en 2018)

Sylvie Fuchs
Secrétaire départementale de la Fédération
du Parti communiste français de Seine-et-Marne